

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 2853

[C — 2010/29432]

6 MAI 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégation de compétences et de signatures à l'administrateur général ou l'administratrice générale et aux fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International

Le Gouvernement,

Vu le décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les Relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1997 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 17 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mai 2009;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 mai 2009;

Considérant que l'accord de coopération du 20 mars 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les Relations internationales de Wallonie-Bruxelles précise en son article 3, § 6, que le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon fixent de commun accord, et chacun pour ce qui le concerne par arrêté, les règles relatives aux délégations de compétences et de signatures à l'administrateur général ou l'administratrice générale et aux fonctionnaires généraux;

Considérant que la politique administrative s'appuie sur la primauté politique et vise un fonctionnement de l'administration efficace, dynamique et orienté vers le client;

Considérant que les tâches d'aide à la décision politique et de soutien du processus décisionnel sont confiées à Wallonie-Bruxelles International en ce qui concerne les relations internationales pour la Wallonie et la Communauté française;

Considérant que Wallonie-Bruxelles International relève, selon le cas, de l'autorité du membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les relations internationales dans ses attributions ou de l'autorité du membre du Gouvernement wallon qui a les relations internationales dans ses attributions;

Considérant qu'une exécution des missions efficace, dynamique et orientée vers le client nécessite une délégation de compétences de décision sur le plan opérationnel à l'administrateur général ou l'administratrice générale et aux fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International;

Considérant que la primauté politique implique que la détermination de la politique incombe aux responsables politiques, et que dès lors des décisions de ce type ne peuvent être déléguées à l'administration;

Considérant qu'il importe que les décisions déléguées soient toujours prises dans les limites et en respectant les conditions et modalités telles que fixées notamment dans la réglementation en la matière, décrétée par le niveau déterminant la politique;

Considérant que la délégation de compétences de décision doit être assortie d'un contrôle interne adéquat de la justification de l'usage de la délégation par l'administrateur général ou l'administratrice générale et les fonctionnaires généraux de Wallonie-Bruxelles International;

Considérant que la délégation de compétences de décision concrétise le principe de la responsabilisation de l'administration assorti de l'obligation de rendre compte, visant à continuer l'optimalisation de son fonctionnement;

Considérant que cette délégation de compétences de décision permet aux ministres de se concentrer sur les décisions déterminant la politique et sur le pilotage et de suivi, dans les grandes lignes, de l'exécution de la politique;

Sur la proposition du Ministre-Président, en charge des Relations extérieures;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° « le décret » : le décret du 9 mai 2008 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale créant une entité commune pour les Relations internationales de Wallonie-Bruxelles, fait le 20 mars 2008;
- 2° « WBI » : Wallonie-Bruxelles International;
- 3° « Ministre » : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les relations internationales dans ses attributions;
- 4° « Administrateur général » : l'Administrateur général ou l'Administratrice générale de WBI;
- 5° dépense de communication : toute dépense relative aux publications écrites, audiovisuelles et électroniques, aux actions d'information et de sensibilisation du public ainsi qu'aux frais accessoires y afférents;
- 6° dépense de représentation : toute dépense concernant les frais de restaurant, de réception et/ou de cadeaux d'affaires que les besoins du service nécessitent d'exposer dans le cadre des relations avec des représentants d'organismes extérieurs à WBI;

Art. 2. Lorsque la compétence de décision pour certaines matières est déléguée explicitement par le présent arrêté, la délégation s'entend :

- 1° aux décisions qui doivent être prises dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre des matières visées;
- 2° aux décisions d'intérêt secondaire ou de nature complémentaire, indispensables à l'exercice de la compétence ou en faisant partie intégrante;
- 3° à la conclusion de conventions.

Art. 3. En vue d'une organisation interne efficace et performante, l'Administrateur général peut subdéléguer une partie des matières déléguées à des membres du personnel de WBI qui relèvent de son autorité hiérarchique, jusqu'au niveau le plus fonctionnel.

En ce qui concerne la possibilité de subdélégation de matières déléguées, des restrictions peuvent être fixées par le Ministre.

Les subdélégations sont fixées dans une décision de l'Administrateur général, après accord du Ministre.

L'Administrateur général organise un système de contrôle interne de manière à assurer l'usage efficace et fonctionnel et éviter tout abus.

Art. 4. § 1. En cas d'absence ou d'empêchement de l'Administrateur général, les délégations dont il est investi sont, à défaut de dispositions réglementaires contraaires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'Administrateur général adjoint.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement de l'Administrateur général adjoint, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées au § 1^{er}, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraaires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, à l'Inspecteur général ayant la plus grande ancienneté de grade.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement de l'Inspecteur général ayant la plus grande ancienneté de grade, les délégations dont il est investi ainsi que les délégations visées au § 1^{er}, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraaires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées, pendant la durée de l'absence ou de l'empêchement, aux autres Inspecteurs généraux.

Art. 5. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise. Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location, la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. 6. L'Administrateur général soumet à l'accord préalable du Ministre :

- a) la composition des délégations de la Communauté française et de la Wallonie pour les commissions mixtes et pour les réunions des instances internationales;
- b) les propositions de programmes à négocier au sein des commissions mixtes et des instances internationales, ainsi qu'une évaluation de leur incidence budgétaire.

Art. 7. L'Administrateur général répond devant le Ministre de l'usage des délégations conférées. Cette responsabilité concerne également les matières ayant fait l'objet d'une subdélégation, par l'Administrateur général, de la compétence de décision à d'autres membres du personnel.

Il est rendu compte périodiquement de l'usage des délégations au moyen d'un rapport soumis au Ministre par l'Administrateur général.

Le rapport contient les informations requises sur les décisions prises pendant la période considérée, en application des délégations conférées.

Les informations fournies dans le rapport sont exactes, suffisantes et pertinentes. L'information est bien structurée et présentée de manière accessible.

Les informations sont présentées à un niveau agrégé pour toutes les matières.

En outre, des informations sont reprises au niveau de thèmes et de dossiers séparés et individuels, en ce qui concerne les matières pour lesquelles cela s'avère pertinent et indiqué.

Le Ministre fixe, en concertation avec l'Administrateur général, la périodicité de la présentation du rapport.

Le Ministre peut, en concertation avec l'Administrateur général, donner des instructions précises sur les informations concrètes que le rapport doit fournir par matière déléguée et fixer un schéma obligatoire pour le rapportage.

Art. 8. Le Ministre peut, en dehors du rapportage périodique obligatoire, demander à tout moment à l'Administrateur général de répondre à l'usage de la délégation pour une matière déterminée.

Le Ministre a le droit d'annuler temporairement, en tout ou partie les délégations conférées.

Le cas échéant, le Ministre prend les décisions relatives aux matières pour lesquelles la délégation a été annulée temporairement.

CHAPITRE II. — *Délégations en matière d'exécution du budget*

Art. 9. Délégation est accordée à l'Administrateur général, jusqu'à concurrence d'un montant de 35.000 euros, pour engager, approuver et ordonnancer, dans le cadre des activités de WBI, toute dépense autre que celle relative aux marchés publics.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

- délégation est accordée à l'Administrateur général pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense relative aux frais de représentation pour autant que le montant de la dépense ne dépasse pas 12.500 euros;
- délégation est accordée à l'Administrateur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 5.000 euros relatives à la participation à des séminaires et colloques et aux frais de réunion;
- délégation est accordée à l'Administrateur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 5.000 euros relatives à la documentation générale;
- délégation est accordée à l'Administrateur général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 12.500 euros relatives à la communication.

Art. 10. L'Administrateur général engage, approuve et ordonnance les cotisations aux organismes internationaux prévues au budget de WBI, à l'exclusion des contributions volontaires.

Art. 11. L'Administrateur général est habilité à approuver et ordonnancer les dépenses engagées par l'ordonnateur primaire ou son délégué à charge des crédits prévus au budget de WBI.

Art. 12. L'Administrateur général est habilité à engager et ordonnancer, au profit de WBI, toute recette dans les matières relevant des compétences de l'organisme.

CHAPITRE III. — Délégations en matière de marchés publics

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 13. Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

- 1° la loi : la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;
- 2° l'arrêté royal du 8 janvier 1996 : l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;
- 3° l'arrêté royal du 10 janvier 1996 : l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux;
- 4° l'arrêté royal du 26 septembre 1996 : l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

Section 2. — Dispositions relatives au choix du mode de passation, à l'approbation des documents de marché, à la sélection qualitative et à la passation du marché ou à l'octroi d'une concession de travaux publics

Art. 14. Délégation est accordée à l'Administrateur général pour choisir le mode de passation du marché, pour approuver les documents de marché et engager la procédure jusqu'à concurrence des montants HTVA suivants :

	Adjudication publique, appel d'offres général, adjudication restreinte et appel d'offres restreint	Procédure négociée avec publicité préalable	Procédure négociée sans publicité
TRAVAUX	930.000 €	500.000 €	186.000 €
FOURNITURES	500.000 €	310.000 €	125.000 €
SERVICES	250.000 €	125.000 €	62.000 €

L'Administrateur général a délégation pour :

- 1° procéder au choix du mode de passation du marché, approuver l'avis de marché, le cahier spécial des charges ainsi que les plans annexés ou les documents en tenant lieu et engager la procédure;
- 2° sélectionner les candidats à un marché;
- 3° engager préalablement à tout engagement juridique, approuver et ordonnancer la dépense à charge du budget de WBI;
- 4° attribuer le marché ou la partie de marché en cas de marché conjoint;
- 5° octroyer une concession de travaux publics;
- 6° approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu lorsqu'il :
 - a) déroge, dans les limites de l'article 3 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996, aux dispositions du cahier général des charges visées à l'article 3, § 1^{er}, 2^e alinéa, devant faire l'objet d'une motivation formelle dans le cahier spécial des charges;
 - b) prévoit l'octroi d'avances par application de l'article 5 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996;
 - c) déroge au principe du forfait, en traitant à prix provisoires ou à remboursement, par application de l'article 87 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou de l'article 75 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996;
 - d) déroge à un cahier des charges-type.

L'Administrateur général est autorisé à imposer la vérification des prix, lorsque celle-ci n'est pas obligatoire, dans les conditions fixées par l'article 88 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 ou par l'article 76 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

Section 3. — Dispositions relatives à l'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics

Art. 15. L'Administrateur général a également délégation pour prendre les décisions ayant trait à la simple exécution du marché, y compris les décomptes.

Sont considérées comme décisions relatives à la simple exécution d'un marché celles qui restent dans les limites de l'objet du marché.

Art. 16. Délégation est donnée à l'Administrateur général pour accorder des prolongations de délais, résultant du fait de WBI ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier, malgré qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires.

Cette délégation ne peut s'exercer que si elle ne donne pas lieu à l'octroi d'une indemnité conventionnelle.

Art. 17. § 1^{er}. Délégation est accordée à l'Administrateur général pour déroger, par décision motivée, aux clauses et conditions essentielles du marché en application de l'article 8 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996. Ladite délégation est limitée aux marchés dont le montant ne dépasse pas 18.600 euros pour les marchés par procédure négociée sans publicité.

§ 2. Délégation est accordée à l'Administrateur général pour :

- 1° accorder ou refuser une remise d'amendes à concurrence de 10 % des montants y indiqués;
- 2° appliquer les mesures d'office aux contractants à concurrence de 10 % des montants y indiqués.

CHAPITRE IV. — Délégations en matière de personnel

Art. 18. Délégation est accordée à l'Administrateur général pour :

1. prendre les décisions relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels et de circonstance;

2. accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique ou à l'étranger, à l'exception des instances des organisations internationales, pour autant que la dépense totale n'excède pas 5.000 euros;
3. octroyer des congés exceptionnels pour cas de force majeure tels que définis à l'article 312 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International;
4. prendre, dans le respect des dispositions légales et réglementaires, les décisions relatives à :
 - a) l'octroi des congés parentaux, de congés de paternité et de congé d'accueil en vue de l'adoption ou d'une tutelle officielle;
 - b) l'octroi de congés pour suivre les cours de l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix;
 - c) la matière des accidents de travail et des maladies professionnelles;
 - d) l'admission au stage et la nomination à titre définitif des agents des niveaux 2+, 2, 3;
 - e) l'affectation des agents de la carrière interne, à l'exception de leur éventuelle affectation auprès d'une Délégation à l'étranger;
 - f) l'affectation, au sein des services de WBI des agents de la carrière extérieure, lorsqu'ils sont de retour au siège central;
 - g) l'octroi de congés pour interruption de la carrière professionnelle;
 - h) la matière des congés pour des motifs impérieux d'ordre familial, pour permettre l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour accomplir des prestations au bénéfice des groupes politiques reconnus des assemblées législatives nationales, communautaires ou régionales ou au bénéfice des présidents de ces groupes, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, mise à la disposition du Roi, mission, mission syndicale, absence de longue durée justifiée par des raisons familiales, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;
 - i) l'octroi des congés politiques;
 - j) la délivrance et le retrait des certificats d'identification aux agents définitifs, stagiaires, temporaires ou contractuels;
 - k) la suspension d'un agent dans l'intérêt du service;
 - l) la désignation à l'exercice de fonctions supérieures des agents de niveau 2+, 2 et 3.
5. prononcer la mise en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'incapacité définitive au service mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité, ainsi que la mise en disponibilité pour convenance personnelle;
6. signer, en exécution des décisions du Gouvernement ou du Ministre délégué à cette fin, les contrats de travail;

Cependant, l'Administrateur général peut pourvoir au remplacement du personnel momentanément absent, conformément à la procédure fixée à l'article 4, § 4, alinéa 3 et suivants de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2008 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel de Wallonie-Bruxelles International, par des contrats de remplacement;
7. prendre, en application de l'article 35 de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement pour motif grave;
8. prendre, en application du statut pécuniaire du personnel de WBI, les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des membres du personnel;
9. recevoir les prestations de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3;
10. prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'incapacité physique prises par le Service de Santé administratif;
11. statuer sur la demande de cumul d'activités professionnelles des agents de niveau 2+, 2, 3 de WBI;
12. accorder, soit à leur demande, soit parce qu'ils ont atteint l'âge de la pension, démission de leurs fonctions aux agents et fixer le droit à la pension à charge du Trésor.

Art. 19. Dans le cadre des obligations visées à l'article 7, l'Administrateur général informe le Ministre des Relations extérieures des mesures prises en application de l'article 18, point 4, e) et j) et point 7 du présent arrêté.

L'Administrateur général informe une fois tous les six mois le Ministre des Relations extérieures en lui communiquant une liste actualisée de tous les agents dans leurs fonctions et grades réels.

CHAPITRE V. — Missions de service à l'étranger

Art. 20. Sans préjudice des dispositions contenues dans l'arrêté du Gouvernement portant organisation des missions de service à l'étranger, délégation est accordée à l'Administrateur général pour engager, approuver et ordonner, jusqu'à 5.000 € :

- 1° les dépenses relatives aux missions à l'étranger, y compris les instances de toutes organisations internationales, des membres du personnel de WBI. L'Administrateur général organise ces missions. Il en informe préalablement le Ministre selon les modalités fixées avec ce dernier. Les experts mandatés expressément par la Wallonie et la Communauté française sont assimilés, pour l'application du présent article, à des membres du personnel de WBI.
- 2° les dépenses relatives aux missions à l'étranger, y compris les instances de toutes organisations internationales, des membres des services du Gouvernement wallon. L'Administrateur général organise ces missions. Il en informe préalablement le Ministre et le Ministre fonctionnellement compétent selon les modalités fixées avec ces derniers. Les experts mandatés expressément par un service du Gouvernement wallon autre que WBI sont assimilés, pour l'application du présent alinéa, à des membres du personnel dudit service.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 21. Le Ministre en charge des relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Les délégations de compétences données par ou en vertu du présent arrêté s'exercent sans préjudice du contrôle par le Ministre des Relations extérieures et sans préjudice de l'exercice par le Ministre des Relations extérieures des compétences déléguées.

Art. 22. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 octobre 1997 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux Relations internationales est abrogé.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2010.

Bruxelles, le 6 mai 2010.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre en charge de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre en charge du Budget,

A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 2853

[C — 2010/29432]

6 MEI 2010. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties aan de administrateur-generaal en de ambtenaren-generaal van « Wallonie-Bruxelles International »**

De Regering,

Gelet op het decreet van 9 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van "Wallonie-Bruxelles International";

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1997 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties aan de ambtenaren-generaal van het « Commissariat général aux relations internationales » (Commissariaat-generaal voor internationale betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 17 december 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 mei 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 14 mei 2009;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles" in zijn artikel 3, § 6, bepaalt dat de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering in onderlinge overeenstemming, ieder afzonderlijk, bij besluit, de regels vaststellen betreffende de bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties aan de administrateur-generaal en aan de ambtenaren-generaal;

Overwegende dat het beleid inzake bestuur rust op de voorrang die aan de politieke sfeer dient te worden gegeven en streeft naar een efficiënt, dynamisch en klantgericht bestuur;

Overwegende dat de taken ter voorbereiding van de politieke besluitvorming en ondersteuning van het beslissingsproces aan « Wallonie-Bruxelles International » worden toevertrouwd betreffende de internationale betrekkingen voor Wallonië en de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat « Wallonie-Bruxelles International », naar gelang van het geval, ressorteert onder het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de internationale betrekkingen of onder het lid van de Waalse Regering bevoegd voor de internationale betrekkingen;

Overwegende dat het, voor een doeltreffende, dynamische en klantgerichte uitvoering van de opdrachten, noodzakelijk is beslissingsbevoegdheden op operationeel vlak te delegeren aan de administrateur-generaal en aan de ambtenaren-generaal van « Wallonie-Bruxelles International »;

Overwegende dat de politieke voorrang veronderstelt dat de bepaling van het te voeren beleid de politieke verantwoordelijken toekomt, en dat dergelijke beslissingen niet aan het bestuur kunnen worden gedelegeerd;

Overwegende dat de gedelegeerde beslissingen altijd worden genomen binnen de perken en met inachtneming van de voorwaarden en nadere regels zoals die inzonderheid vastgesteld zijn in de regeling terzake, uitgevaardigd door het niveau dat het beleid bepaalt;

Overwegende dat de delegatie van de beslissingsbevoegdheid moet gepaard gaan met een geschikte interne controle van de verantwoording van het gebruik van de delegatie door de administrateur-generaal en de ambtenaren-generaal van « Wallonie-Bruxelles International »;

Overwegende dat de delegatie van beslissingsbevoegdheden het principe van de responsabilisering van de administratie concreetiseert met de verplichting om rekenschap te geven, om de optimalisering van haar werking voort te zetten;

Overwegende dat die delegatie van beslissingsbevoegdheden de ministers de mogelijkheid biedt om zich beter te concentreren op de beslissingen tot bepaling van het beleid en op hun taak inzake sturing en opvolging, in grote lijnen, van de uitvoering van het beleid;

Op de voordracht van de Minister-Président, bevoegd voor de externe betrekkingen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, dient te worden verstaan onder :

- 1° « het decreet » : het decreet van 9 mei 2008 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot oprichting van een gemeenschappelijke entiteit voor de internationale betrekkingen "Wallonie-Bruxelles", gedaan op 20 maart 2008;
- 2° « WBI » : Wallonie-Bruxelles International;
- 3° « Minister » : het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de internationale betrekkingen;
- 4° « Administrateur-generaal » : de administrateur-generaal van WBI;
- 5° communicatie-uitgave : elke uitgave met betrekking tot de schriftelijke, audiovisuele en elektronische publicatie, tot de acties voor informatie en sensibilisering van het publiek alsook tot de bijkomende kosten in verband daarmee;
- 6° representatie-uitgave : elke uitgave betreffende de kosten voor restaurant, receptie en/of zakengeschenken die voor de behoeften van de dienst worden gedaan in het kader van de betrekkingen met vertegenwoordigers van instellingen die niet tot WBI behoren.

Art. 2. Wanneer de beslissingsbevoegdheid voor sommige aangelegenheden uitdrukkelijk door dit besluit wordt gedelegeerd, heeft de delegatie betrekking op :

- 1° de beslissingen die moeten worden genomen in het kader van de voorbereiding en de uitvoering van de bedoelde aangelegenheden;
- 2° de beslissingen van bijkomstig belang of van aanvullende aard, die onmisbaar zijn voor de uitoefening van de bevoegdheid of die er integrerend deel van uitmaken;
- 3° het sluiten van overeenkomsten.

Art. 3. Met het oog op een doeltreffende en doelgerichte organisatie, kan de administrateur-generaal een deel van de aangelegenheden subdelegeren aan personeelsleden van WBI die onder zijn hiërarchisch gezag ressorteren, tot het functioneelste niveau.

Betreffende de mogelijkheid tot het subdelegeren van gedelegeerde bevoegdheden, kunnen perken door de Minister worden vastgesteld.

Subdelegaties worden bij een beslissing van de administrateur-generaal vastgesteld, nadat de Minister zijn toestemming heeft gegeven.

De administrateur-generaal organiseert een systeem voor interne controle om het doeltreffende en functionele gebruik te waarborgen en elk misbruik te vermijden.

Art. 4. § 1. Bij afwezigheid of verhindering van de administrateur-generaal, worden de delegaties die hem worden toevertrouwd, tenzij anders wordt bepaald door verordeningsbepalingen of door bijzondere bepalingen genomen door de titularis van het ambt, gedurende de periode van de afwezigheid of de verhindering, aan de adjunct-administrateur-generaal toegekend.

§ 2. Bij afwezigheid of verhindering van de adjunct-administrateur-generaal, worden de delegaties die hem worden toevertrouwd alsook de delegaties bedoeld in § 1, tenzij anders wordt bepaald door verordeningsbepalingen of door bijzondere bepalingen genomen door de titularis van het ambt, gedurende de periode van de afwezigheid of de verhindering, aan de inspecteur-generaal met de grootste graadanciënniteit toegekend.

§ 3. Bij afwezigheid of verhindering van de inspecteur-generaal met de grootste graadanciënniteit, worden de delegaties die hem worden toevertrouwd alsook de delegaties bedoeld in § 1, tenzij anders wordt bepaald door verordeningsbepalingen of door bijzondere bepalingen genomen door de titularis van het ambt, gedurende de periode van de afwezigheid of de verhindering, aan de andere inspecteurs-generaal toegekend.

Art. 5. De bij dit besluit bepaalde bedragen dekken de gehele uitgave en zijn exclusief de belasting over de toegevoegde waarde begrepen. Als het gaat om de intekening op een abonnement op een tijdschrift, een periodiek of een databank, of als het gaat om een huur, dekt de uitgave de jaarkosten van het abonnement of van de huur, exclusief de belasting over de toegevoegde waarde.

Art. 6. De administrateur-generaal legt de volgende punten de Minister voorafgaandelijk voor advies voor :

- a) de samenstelling van de delegaties van de Franse Gemeenschap en van Wallonië voor de gemengde commissies en voor de vergaderingen van de internationale instanties;
- b) de voorstellen van programma's waarover moet worden onderhandeld binnen de gemengde commissies en de internationale instanties, alsook een evaluatie van hun gevolgen op begrotingsvlak.

Art. 7. De administrateur-generaal geeft de Minister rekenschap van het gebruik van de toegekende delegaties. Die verantwoording heeft eveneens betrekking op de aangelegenheden waarvoor de administrateur-generaal de subdelegatie van de beslissingsbevoegdheid heeft verleend aan andere personeelsleden.

Over het gebruik van de delegaties wordt periodiek een verslag uitgebracht dat de Minister door de administrateur-generaal wordt voorgelegd.

Het verslag bevat de vereiste inlichtingen over de beslissingen die werden genomen gedurende de bedoelde periode, met toepassing van de toegekende delegaties.

De in het verslag verschaft inlichtingen moeten nauwkeurig, correct, voldoende en relevant zijn. De inlichtingen moeten goed gestructureerd zijn en op toegankelijke wijze worden voorgesteld.

De inlichtingen moeten op samengevoegde wijze voor alle aangelegenheden worden voorgesteld.

Bovendien worden inlichtingen op het niveau van afzonderlijke en individuele thema's en dossiers opgenomen betreffende de aangelegenheden waarvoor dit als relevant en aangewezen blijkt.

De Minister bepaalt, in overleg met de administrateur-generaal, de periodiciteit voor de voorstelling van het verslag.

De Minister kan, in overleg met de administrateur-generaal, nauwkeurige onderrichtingen verstrekken over de concrete inlichtingen die het verslag moet geven voor elke gedelegeerde aangelegenheid en een verplicht schema vaststellen voor de verslaggeving.

Art. 8. De Minister kan, buiten de verplichte periodieke verslaggeving, te allen tijde de administrateur-generaal vragen om rekenschap te geven van het gebruik van de delegatie voor een bepaalde aangelegenheid.

De Minister heeft het recht tijdelijk, geheel of gedeeltelijk, de toegekende delegaties in te trekken.

In voorkomend geval, neemt de Minister de beslissingen betreffende de aangelegenheden waarvoor de delegatie tijdelijk werd ingetrokken.

HOOFDSTUK II. — *Delegaties inzake uitvoering van de begroting*

Art. 9. Delegatie wordt aan de administrateur-generaal, tot beloop van een bedrag van 35.000 euro, toegekend, om, in het kader van de activiteiten van WBI, elke andere uitgave dan die betreffende de overheidsopdrachten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

In afwijking van het eerste lid :

- wordt de administrateur-generaal delegatie toegekend om elke uitgave betreffende de representatiekosten vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren, voor zover het bedrag van de uitgave niet hoger ligt dan 12.500 euro;
- wordt de administrateur-generaal delegatie toegekend om de uitgaven betreffende de deelneming aan seminaries en colloquia en de vergaderingskosten tot 5.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;
- wordt de administrateur-generaal delegatie toegekend om de uitgaven betreffende de algemene documentatie tot 5.000 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;
- wordt de administrateur-generaal delegatie toegekend om de uitgaven betreffende de uitgaven tot 12.500 euro vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 10. De administrateur-generaal legt de bijdragen in de internationale instellingen bepaald in de begroting van WBI, met uitsluiting van de vrijwillige bijdragen, vast; hij keurt die goed en ordonnanceert die.

Art. 11. De administrateur-generaal wordt ertoe gemachtigd de uitgaven die door de primaire ordonnateur of diens afgevaardigde worden vastgelegd ten laste van de kredieten uitgetrokken op de begroting van WBI goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 12. De administrateur-generaal wordt ertoe gemachtigd elke ontvangst in de aangelegenheden die tot de bevoegdheden van de instelling behoren, ten gunste van WBI, vast te leggen en te ordonnanceren.

HOOFDSTUK III. — *Delegaties inzake overheidsopdrachten*

Afdeling 1. — Definities

Art. 13. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

- 1° de wet : de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;
- 2° het koninklijk besluit van 8 januari 1996 : het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;
- 3° het koninklijk besluit van 10 januari 1996 : het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten;
- 4° het koninklijk besluit van 26 september 1996 : het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de keuze van de gunningswijze, de goedkeuring van de documenten van de opdracht, de kwalitatieve selectie en de gunning van de opdracht of de toekenning van een concessie voor openbare werken

Art. 14. Delegatie wordt toegekend aan de administrateur-generaal om de wijze van gunning van de opdracht te kiezen, om de documenten van de opdracht goed te keuren en de procedure in te zetten tot beloop van de volgende bedragen BTW niet inbegrepen :

	Openbare aanbesteding, algemene offerteaanvraag, beperkte aanbesteding en beperkte offerteaanvraag	onderhandelingsprocedure met bekendmaking bij de aanvang	onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking
WERKEN	930.000 €	500.000 €	186.000 €
LEVERINGEN	500.000 €	310.000 €	125.000 €
DIENSTEN	250.000 €	125.000 €	62.000 €

De administrateur-generaal heeft een delegatie om :

- 1° de wijze van gunning van de opdracht te kiezen, de aankondiging van opdracht, het bestek alsook de bijgevoegde plannen of de documenten die het vervangen goed te keuren en de procedure op gang te brengen;
- 2° de kandidaten voor een opdracht te selecteren;
- 3° de uitgave ten laste van de begroting van WBI, vóór het aangaan van elke juridische verbintenis, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren;

- 4° de opdracht, of, in geval van gezamenlijke opdracht, het deel van de opdracht, toe te wijzen;
- 5° een concessie voor openbare werken toe te kennen;
- 6° het bestek of de documenten die het vervangen goed te keuren, wanneer het :
 - a) afwijkt, binnen de perken van artikel 3 van het koninklijk besluit van 26 september 1996, van de bepalingen van de algemene aannemingsvoorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid, die in het bestek uitdrukkelijk moeten worden gemotiveerd;
 - b) voorschotten toestaat bij toepassing van artikel 5 van het koninklijk besluit van 26 september 1996;
 - c) afwijkt van het principe van de forfaitaire prijsbepaling, door de opdracht te gunnen hetzij eerst tegen voorlopige prijzen hetzij op grond van werkelijke uitgaven, bij toepassing van artikel 87 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of van artikel 75 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996;
 - d) afwijkt van een model van aannemingsvoorwaarden.

De administrateur-generaal wordt ertoe gemachtigd het onderzoek van de prijzen op te leggen, als dit niet verplicht is, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 88 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 of bij artikel 76 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996.

Afdeling 3

Bepalingen betreffende de uitvoering van overheidsopdrachten en concessies voor openbare werken

Art. 15. De administrateur-generaal heeft ook delegatie om de beslissingen te nemen die betrekking hebben op de gewone uitvoering van de opdracht, met inbegrip van de verrekeningen.

Beschouwd worden als beslissingen betreffende de gewone uitvoering van een opdracht, deze die binnen de perken van het voorwerp van de opdracht blijven.

Art. 16. Delegatie wordt de administrateur-generaal verleend om termijnverlengingen toe te kennen, op aanvraag van WBI of als gevolg van omstandigheden die de medecontractant niet kon vermijden en waarvan hij de gevolgen niet kon voorkomen, ondanks al de nodige bemoeiingen.

Die delegatie kan alleen worden uitgeoefend als ze niet leidt tot de toekenning van een bij overeenkomst vastgestelde vergoeding.

Art. 17. § 1. Delegatie wordt de administrateur-generaal verleend om bij gemotiveerde beslissing af te wijken van de essentiële bepalingen en voorwaarden van de opdracht bij toepassing van artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 september 1996. Die delegatie wordt beperkt tot de opdrachten waarvan het bedrag niet hoger ligt dan 18.600 euro voor de opdrachten bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

§ 2. Delegatie wordt de administrateur-generaal verleend om :

- 1° kwijtschelding van boeten te aanvaarden of te weigeren tot beloop van 10 % van de daar vermelde bedragen;
- 2° de maatregelen van ambtswege toe te passen op de medecontractanten tot beloop van 10 % van de daar vermelde bedragen.

HOOFDSTUK IV. — Delegaties inzake personeel

Art. 18. Delegatie wordt de administrateur-generaal verleend om :

1. de beslissingen te nemen betreffende het jaarlijkse vakantieverlof, het uitzonderlijk verlof en het omstandigheidsverlof;
2. de toelating te verlenen om deel te nemen aan colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties die in België of in het buitenland worden georganiseerd, met uitzondering van de instanties van de internationale organisaties, voor zover de totale uitgave niet meer dan 5.000 euro bedraagt;
3. uitzonderlijke verloven wegens overmacht toe te kennen zoals bepaald in artikel 312 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van " Wallonie-Bruxelles International ";
4. met inachtneming van de wets- en verordeningsbepalingen, de beslissingen te nemen betreffende :
 - a) de toekenning van ouderschapsverloven, vaderschapsverloven en verloven voor opvang met het oog op adoptie of pleegvoogdij;
 - b) de toekenning van verloven om de lessen bij de school van de civiele bescherming te volgen, en, in vreedstijd prestaties te verrichten;
 - c) de arbeidsongevallen en de beroepsziekten;
 - d) de toelating tot de stage en de benoeming in vast verband van de ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3;
 - e) de affectatie van de ambtenaren van de interne loopbaan, met uitzondering van hun eventuele affectatie bij een delegatie in het buitenland;
 - f) de affectatie, binnen de diensten van WBI, van de ambtenaren van de externe loopbaan, wanneer ze terug in de centrale zetel zijn;
 - g) de toekenning van een verlof voor onderbreking van de beroepsloopbaan;
 - h) het verlof om dwingende redenen van familiaal belang, om een stage of proefperiode in een overheidsdienst te verrichten of om zich kandidaat te stellen bij de parlementsverkiezingen of de provincieraadsverkiezingen, om prestaties te verrichten ten gunste van de erkende politieke fracties van de wetgevende vergaderingen op nationaal, gemeenschaps- of gewestvlak of ten gunste van de voorzitters van die fracties, wegens verminderde prestaties voor ziekte of gebrekkigheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht, syndicale opdracht, afwezigheid van lange duur gewettigd door familiale redenen, verminderde prestaties gewettigd door sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheden;
 - i) de toekenning van het politiek verlof;
 - j) het uitrekenen en intrekken van de identificatiegetuigschriften voor de in vast verband benoemde, stagiaire, tijdelijke of contractuele personeelsleden;
 - k) de schorsing van een ambtenaar in het belang van de dienst;
 - l) de aanstelling voor de uitoefening van een hoger ambt van de ambtenaren van niveau 2+, 2 en 3.

5. de indisponibiliteitsstelling uit te spreken wegens ziekte of gebrekkigheid die niet leidt tot definitieve dienstongeschiktheid maar die afwezigheden veroorzaakt waarvan de duur die van de verloven wegens ziekte of gebrekkigheid overschrijdt, alsook om de indisponibiliteitsstelling wegens persoonlijke aangelegenheden uit te spreken;
6. de arbeidsovereenkomsten te ondertekenen ter uitvoering van de beslissingen van de Regering of van de daartoe gemachtigde minister.

De Administrateur-generaal kan voorzien in de vervanging van het tijdelijk afwezige personeel, overeenkomstig de procedure vastgesteld in artikel 4, § 4, derde lid en volgende leden van het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2008 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden van "Wallonie-Bruxelles international, door middel van vervangingsovereenkomsten";

7. bij toepassing van artikel 35 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, de beslissingen te nemen inzake ontslag om een dringende reden;
8. bij toepassing van het geldelijk statuut van het personeel van WBI, de beslissingen te nemen betreffende de vaststelling en de uitbetaling van de wedde van de personeelsleden;
9. de eed van de ambtenaren van de niveaus 2+, 2, 3 af te nemen;
10. de beslissingen te nemen betreffende de ziekte- of gebrekkigheidsverloven behalve het gevolg dat moet worden gegeven aan de beslissingen tot vaststelling van de lichamelijke ongeschiktheid, genomen door de administratieve gezondheidsdienst;
11. over de aanvraag tot cumulatie van beroepsactiviteiten van de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 van WBI;
12. ofwel op hun aanvraag, ofwel omdat ze de leeftijd van het rustpensioen hebben bereikt, ontslag uit hun ambt te verlenen aan de ambtenaren en het recht op pensioen ten laste van de Schatkist te bepalen.

Art. 19. In het kader van de verplichtingen bedoeld in artikel 7, brengt de administrateur-generaal de Minister van Externe Betrekkingen op de hoogte van de maatregelen genomen met toepassing van artikel 18, punt 4, e) en j) en punt 7 van dit besluit.

De administrateur-generaal deelt de Minister van Externe Betrekkingen om de zes maanden een bijgewerkte lijst mee van alle personeelsleden met vermelding van hun werkelijke ambt en werkelijke graad.

HOOFDSTUK V. — *Dienststopdrachten in het buitenland*

Art. 20. Onverminderd de bepalingen vervat in het besluit van de Regering houdende organisatie van de dienststopdrachten in het buitenland, wordt de administrateur-generaal delegatie toegekend om de volgende uitgaven tot beloop van 5.000 € vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren :

- 1° de uitgaven in verband met de opdrachten in het buitenland, met inbegrip van de instanties van alle internationale organisaties, van de personeelsleden van WBI. De administrateur-generaal organiseert die opdrachten. Hij brengt er de Minister vooraf op de hoogte van volgens met hem nader te bepalen regels. De door Wallonië en de Franse Gemeenschap uitdrukkelijk gemachtigde deskundigen worden, voor de toepassing van dit artikel, gelijkgesteld met personeelsleden van WBI.
- 2° de uitgaven in verband met de opdrachten in het buitenland, met inbegrip van de instanties van alle internationale organisaties, van de leden van de diensten van de Waalse Regering. De administrateur-generaal organiseert die opdrachten. Hij brengt er de Minister en de functioneel bevoegde Minister vooraf op de hoogte van volgens met die nader te bepalen regels. De door een andere dienst van de Waalse Regering dan WBI uitdrukkelijk gemachtigde deskundigen worden, voor de toepassing van dit lid, gelijkgesteld met personeelsleden van deze dienst.

HOOFDSTUK VI. — *Opheffings en slotbepalingen*

Art. 21. De Minister bevoegd voor de externe betrekkingen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

De bij of krachtens dit besluit toegekende bevoegdheidsdelegaties worden uitgeoefend onverminderd de controle door de Minister van Externe Betrekkingen en onverminderd de uitoefening van de gedelegeerde bevoegdheden door de Minister van Externe Betrekkingen.

Art. 22. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1997 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegaties aan de ambtenaren-generaal van het « Commissariat Général aux Relations Internationales » (Commissariaat-Generaal voor Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België) wordt opgeheven.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2010.

Brussel, 6 mei 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting,
A. ANTOINE